

pour elle-même en Palestine et en Mésopotamie. L'accord avec l'Allemagne en 1914 sur le chemin de fer de Bagdad complètera le système des zones d'influence. Clairement c'est l'abandon de la défense de l'intégrité de l'Empire ottoman et la ligne de partage des accords Sykes-Picot de 1916. Mais la volonté de mener une politique pro-arabe est contradictoire avec les intérêts français, dès le début ce sera une source permanente de désaccords entre les deux alliées.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, l'auteur analyse le développement de l'autonomisme arabe puis du nationalisme en Syrie et Palestine. Le mécontentement arabe se nourrit de la politique de turquification menée par les Jeunes Turcs après 1908 et de la tolérance accordée aux implantations sionistes en Palestine. Les défaites des guerres de Libye et des Balkans sont ressenties comme turques et non plus ottomanes. L'agitation nationaliste dans la région sera encouragée par le Khédive grâce aux relations entre les Syriens d'Egypte et les provinces ottomanes.

Kitchener qui gouverne l'Egypte à partir de 1911 s'intéresse au mouvement national arabe bien que celui-ci soit en déclin vers 1913-1914. Il représente une nouvelle génération de fonctionnaires coloniaux s'intéressant à la langue et à la civilisation des pays dominés, en cela il est le contraire d'un Cromer plein de mépris raciste pour ses administrés. Son projet, en jouant sur l'arabisme, est, outre l'action anti-ottomane, de prendre à contre-pied le mouvement national égyptien qui s'exprime en termes ottomans et islamiques. Mais il se méfie des relations entre les deux mouvements nationalistes et préfère donc prendre contact avant la guerre avec les Hachémites.

Ce livre comporte plus que son titre car il recouvre une véritable histoire du mouvement nationaliste arabe à la veille de 1914. L'auteur s'est appuyé sur les sources anglaises et françaises, mais aussi sur une abondante documentation arabe ce qui lui permet de mieux comprendre la situation. On peut être un peu plus réservé que lui sur l'idée que l'implantation sioniste est bien vue par la Grande Bretagne dans la mesure où elle permet d'isoler l'Egypte du monde arabe au moment où apparaît le nationalisme arabe. Cela mériterait une étude plus précise. Sinon on est bien obligé de reconnaître avec l'auteur que les décisions essentielles de la guerre sont bien prises avant 1914. Ajoutons que ce livre est précis, très lisible, bien documenté et qu'il constitue une référence essentielle pour l'origine du nationalisme arabe.

Henry LAURENS
(Université du Caire)

Helmut MEJCHER, *Imperial Quest for Oil : Iraq 1910-1928*. Londres, St Antony's Middle East Monographs n° 6, Ithaca Press, 1976. In-4°, 212 p.

Comme le livre précédent, cet ouvrage remet en cause une interprétation traditionnelle, celle de l'absence de motivation pétrolière dans la politique anglaise envers l'Iraq comme l'affirmait hautement Curzon à la conférence de Lausanne. Mais ici on ne fait appel qu'à des archives anglaises. La thèse est de démontrer que pétrole et Iraq sont synonymes pour les responsables britanniques. Il est d'ailleurs significatif que l'objet premier de la recherche était les origines du Mandat britannique sur l'Iraq.

La préoccupation pour le pétrole est d'abord stratégique et non économique : c'est au début du XX^e siècle que les marines de guerre abandonnent le charbon au profit du pétrole. Or à cette époque le commerce du pétrole était contrôlé par les Etats Unis. Il est vital pour l'Empire de s'assurer un approvisionnement sûr en pétrole. Cela permet de comprendre la prise de contrôle de 51 % de l'Anglo-Persian Oil Company (A.P.O.C.) par l'Amirauté britannique, l'A.P.O.C. contrôlant à son tour la Turkish Petroleum Company (T.P.C.).

L'occupation complète de l'Iraq pendant la guerre est la continuation de cette politique, le vilayet de Mossoul (al-Mawşil) où est concentré le pétrole iraquien et destiné en théorie à la zone d'influence française, est occupé après l'armistice de 1918 avec les Turcs.

Mais la conjoncture avait changé : depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis il n'était plus question d'impérialisme classique, il fallait formuler une nouvelle politique. C'est l'objet du mémorandum de Marc Sykes au début de 1918, *Our Position in Mesopotamia in Relation of the Spirit of the Age*, texte passionnant donné intégralement en annexe. Sykes invente l'idée d'une tutelle civilisatrice permettant l'utilisation du vocabulaire démocratique (*Spirit of the Age*) tout en maintenant la domination anglaise. La Grande Bretagne doit jouer sur le nationalisme arabe et les minorités. C'est la doctrine de la « West Arabian School », le groupe de T.E. Lawrence, Henry Mac Mahon, Marc Sykes, G.N. Curzon, qui sont en quelque sorte les héritiers de Kitchener. Elle s'oppose sur le terrain à l'école indienne annexionniste et préconisant l'administration directe. Or, c'était le gouvernement de l'Inde qui administrait l'Iraq. Il voulait l'établissement d'une « doctrine de Monroe moyen-orientale » au profit de la Grande Bretagne. La victoire de la doctrine nouvelle de viendra de son côté acceptable pour les Etats-Unis.

Avec l'après-guerre la politique britannique subit des pressions terribles : le kémalisme, le nationalisme arabe en Egypte et en Syrie, les intérêts pétroliers français et américains et le coût financier insupportable de l'occupation militaire de l'Iraq. Il faut une politique de domination à bon marché. On gouvernera le pays par le biais de Fayçal et de l'aviation.

Fayçal se montrera d'abord un partenaire indocile au risque de perdre une nouvelle fois un trône. En jouant de la menace turque sur Mossoul, la Grande Bretagne fera plier le gouvernement iraquien. En offrant des parts de la T.P.C., elle neutralisera la France et les Etats-Unis. Le traité de Lausanne renverra la question de Mossoul à l'arbitrage de la S.D.N. que les Britanniques arriveront à manipuler habilement (existence d'une administration depuis plusieurs années, compensation financière à la Turquie).

La recherche du pétrole a donc eu pour conséquence l'intégration du vilayet de Mossoul à l'Iraq et la mise au point du système mandataire. Ce nouveau système conduisait à l'abandon de l'ancien système des capitulations et des protections des minorités. Les Chrétiens assyriens écrasés par les Turcs et les Iraquiens allaient s'en rendre compte.

L'objet de ce livre est bien marqué par les limites du titre. L'ouvrage manque parfois de clarté et le style est un peu lourd. Les rapports entre la politique britannique et les réalités locales sont trop absents. Néanmoins on notera avec intérêt l'amorce d'une analyse sur l'interaction des doctrines philosophico-politiques et des prises de décision. L'ancienne doctrine coloniale se fonde sur une théorie raciale rendant les indigènes inaptes à s'administrer seuls, la nouvelle semble considérer l'Orient islamique comme étant au stade métaphysique de la loi des trois états d'Auguste Comte. Dans cette perspective, on peut utiliser les ressorts du pan-islamisme et du

nationalisme pour assurer les buts de la politique anglaise. Malheureusement pour l'impérialisme britannique cela ne pouvait être que très temporaire, ces mouvements étant destinés à se retourner contre lui. Nous avons en effet là tout un autre travail qui serait extrêmement passionnant.

Henry LAURENS
(Université du Caire)

Peter SLUGETT, *Britain in Iraq 1914-1932*. Londres, St Antony's Middle East Monographs n° 4, Ithaca Press 1976, 360 p.

Contrairement à l'ouvrage précédent qu'il recoupe sur de nombreux points, l'auteur cherche à mesurer l'impact de la politique anglaise sur la formation de l'Iraq pendant la période de l'occupation et du Mandat. L'accent est donc mis ici sur les réalités irakiennes, d'abord sur le plan politique, ensuite sur le plan social.

L'auteur s'appuie sur des sources anglaises dont certaines ont été jusqu'ici négligées, comme les archives du gouvernement de l'Inde actuellement à New-Delhi, et sur une vaste bibliographie intégrant les travaux des historiens arabes contemporains.

Il met en valeur l'échec de la première politique suivie, celle du gouvernement de l'Inde, fondée sur l'administration directe et le refus de laisser des responsabilités aux fonctionnaires indigènes. C'est la cause de la révolte de 1920. Ensuite dans la pratique administrative, la politique du Mandat s'inspirera de l'expérience menée en Egypte sous l'occupation (utilisation de conseillers britanniques dans l'administration irakienne).

Au début, Fayçal doit sa présence à la politique anglaise, mais, pour se maintenir, il doit s'opposer à son protecteur. Pour les responsables britanniques, le problème essentiel est de réduire au maximum le coût de la présence anglaise, insupportable au début des années vingt, tout en préservant les intérêts vitaux de l'Empire (pétrole, voies de communication). Il faut donc transférer le plus possible de dépenses au budget irakien, ce qui pèse très lourd sur les finances du nouvel Etat et entrave son développement.

Fayçal et son gouvernement se trouvent dans une dépendance étroite envers la Grande Bretagne pour la perpétuation même de leur existence politique : leur base de pouvoir se limite à la classe urbaine sunnite cultivée, et ils ne se maintiennent au pouvoir que grâce à la présence dissuasive de l'armée et de l'aviation anglaises. En raison des regroupements communautaires et tribaux, il ne peut y avoir à cette époque d'identité nationale irakienne. La classe politique est condamnée à s'entendre avec la Grande Bretagne, ce qui ne peut qu'augmenter son impopularité dans le pays. Dès le début des années trente, il est visible que le système monarchique n'a aucune base populaire. Cette classe dirigeante en profitera pour s'enrichir et constituera à son profit de grandes propriétés foncières. La fin du Mandat en 1932 ne modifiera en rien la situation.

Les choix politiques dérivent de la nécessité pour les responsables anglais de dépenser le moins possible en Iraq. Les conséquences sociales seront lourdes. On observait à la fin de l'époque ottomane l'émergence d'un paysanat libre grâce à la sédentarisation des Bédouins. Les chefs tribaux voyaient leurs pouvoirs diminuer progressivement. Les Anglais inversèrent cette tendance